

Italie - Poussée de la Ligue du Nord : après les élections régionales, reconstruire

jeudi 11 juin 2015, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 11 juin 2015).

Sommaire

- [Le pouvoir sanctionné](#)
- [Poussée de l'extrême droite](#)
- [Pour une gauche lutte de \(...\)](#)

Le 31 mai, 23 millions d'électeurEs en Italie ont été appelés à voter pour le renouvellement de 7 conseils régionaux et de leurs présidents de région (Vénétie, Ligurie, Toscane, Marches, Ombrie, Campanie, Pouilles), ainsi que dans 1 000 communes pour l'élection des maires et des conseils municipaux¹.

Le principal résultat de ces élections est le nouvel effondrement de la participation : à peine un peu plus de 52 %, 11 points de moins qu'aux précédentes régionales il y a 5 ans. Une des causes est certainement le spectacle désolant offert par les membres des conseils régionaux et par la corruption largement répandue. Mais l'abstention est surtout le résultat de la dégradation très rapide des conditions de vie des classes populaires, désorientées et éprouvées par la crise et les politiques d'austérité, laissant sans espoir et sans perspectives politiques ou sociales.

Le pouvoir sanctionné

Le Parti démocrate (PD) de Renzi a subi un revers significatif, même s'il a réussi à gagner dans 5 régions sur 7 grâce à un système électoral qui garantit la majorité absolue de sièges au parti ayant obtenu le meilleur résultat. Par contre, la défaite du PD est très nette en Vénétie et brûlante et inattendue en Ligurie. La victoire en Ombrie est obtenue de justesse tandis qu'en Campanie, elle a été obtenue avec une personne visée par la commission parlementaire antimafia, Vincenzo De Luca.

Mais le revers pour Renzi est encore plus net si on regarde le nombre de voix obtenues cette fois-ci par rapport aux élections européennes d'il y a un an. Dans l'ensemble des sept régions, le PD obtenait 4 264 691 voix. Aujourd'hui, ses sept candidats pour les présidences de région n'obtiennent que 2 954 922 voix. Ceci ne veut pas dire que Renzi changera de cap. Au contraire, il est certain qu'il continuera à appliquer son programme.

Poussée de l'extrême droite...

De la crise sociale, la seule force politique qui émerge, de manière nette et inquiétante, en pourcentage ou en nombre de voix, c'est la Ligue du Nord. Avec quelques listes apparentées, elle obtient un total de 1 284 099 voix, multipliant par 2,5 le nombre de voix qu'elle a obtenues il y a un an (513 801). À ce résultat, il faut ajouter le score significatif des Frères d'Italie, une formation d'extrême droite, qui obtient 334 663 voix.

Avec 955 704 voix, Forza Italia de Berlusconi a subi une lourde défaite, perdant ainsi 835 272 voix. Berlusconi se console parce qu'il craignait le pire et il se vante du succès de son candidat en Ligurie. Il ne se trouve pas hors du jeu politique, mais sort du scrutin fortement diminué.

Le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo perd 887 092 voix, recueillant « seulement » 1 324 292 voix (14,25 %) et ne réussissant pas à profiter de la désaffection politique grandissante. Il obtient néanmoins son meilleur score en termes de pourcentage pour des élections locales, montrant ainsi qu'il n'est pas une force éphémère et qu'il représente un mouvement dans lequel s'exprime un vote non seulement de protestation mais aussi d'opposition, mais sans capacité de la faire exister sur le terrain social.

Pour une gauche lutte de classe

À gauche, les partis qui s'étaient reconnus dans la liste Tsipras aux élections européennes (4 %) n'ont pas voulu se présenter avec une position homogène à l'échelle nationale. « L'autre Europe avec Tsipras » (si on se limite aux sept régions) avait recueilli en 2014 310 363 voix. Aujourd'hui, ses différentes composantes recueillent 373 045 voix.

La Gauche pour l'écologie et la liberté (Sel) de Vendola a choisi de se présenter avec le PD dans plusieurs régions.

Il reste encore du travail pour s'opposer à la politique du patronat et du gouvernement. Cette situation découle du manque de mobilisation sociale du mouvement ouvrier contre les politiques d'austérité et de la subordination des directions syndicales au gouvernement et aux patrons, ce qui a laissé les travailleurs sans défense collective. Pour renverser les dynamiques actuelles et reconstruire une gauche lutte de classe avec aussi une crédibilité électorale, il faudra non seulement un projet alternatif au PD mais surtout l'unité sociale des exploités dans des luttes. Ainsi renaîtra l'espoir qu'on puisse changer les choses par l'action collective.

De Rome, correspondantEs

P.-S.

* « Italie : après les élections régionales, reconstruire ». Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 293 (11/06/2015). <http://www.npa2009.org/>

* Traduit par Ross Harrold.